

RECENSEMENT DES ÉVACUATIONS FORCÉES DE LIEUX DE VIE OCCUPÉS PAR DES ROMS (OU DES PERSONNES DÉSIGNÉES COMME TELLES) EN FRANCE

(2^e trimestre 2016)

1. Résumé

Des chiffres en trompe-l'œil qui nous font craindre le pire pour la période estivale

Le nombre des expulsions durant le deuxième trimestre 2016 semblerait indiquer une pause par rapport à un niveau très élevé observé au premier trimestre. Cependant ce nombre plus faible cache le fait que de nombreuses expulsions ont simplement été retardées ou postposées pour se faire pendant la période estivale. Plusieurs endroits sont déjà ciblés par les autorités pour être évacués de force prochainement. Ceci est vrai dans le Nord, à Marseille et en Ile-de-France.

Durant le deuxième trimestre 2016, 932 personnes ont été expulsées de force par les autorités de 12 lieux de vie. 50 personnes ont dû quitter un lieu de vie faisant suite à une inondation.

Nous continuons à observer un niveau élevé des expulsions fondées sur un arrêté de péril ou d'insalubrité de l'autorité communale. En effet, il y eut 8 évacuations forcées faisant suite à une assignation devant les tribunaux par les propriétaires des terrains ou des squats et 4 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet. Sur les 12 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 4 fois. À la suite des 8 autres évacuations, les familles ont été tout simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. Durant l'évacuation faisant suite à une inondation, il n'y a pas eu de solution d'hébergement d'urgence mise en place. En fait, la famille s'est vue refuser l'accès au gymnase ouvert pour les réfugiés des inondations.

Depuis le début de l'année, la région Ile-de-France concentre 71 % des personnes expulsées, suivie par la région Auvergne-Rhône-Alpes avec 15 %, les Pays de la Loire avec 7 % et les Hauts-de-France avec 4 %.

L'analyse des terrains selon le type de propriétaire montre que 10 terrains évacués de force sont publics, et un seul de ces terrains publics fait l'objet d'un projet justifiant cette évacuation.

Nous considérons que la circulaire du 26 août 2012 n'est pas appliquée.

Nous nous joignons à l'appel lancé par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme, l'Agence européenne des droits fondamentaux, le Conseil de l'Europe et d'autres, dénonçant le coût humain des expulsions et appelant aux respects des droits des Roms : « *Les expulsions ont des répercussions à long terme extrêmement négatives sur la situation des personnes concernées et peuvent constituer une violation de leurs droits de l'Homme si elles ne sont pas accompagnées des garanties nécessaires rappelées dans la présente déclaration.* »¹

¹ Déclaration conjointe de l'OPRE sur les expulsions des Roms et des Gens du voyage en Europe, OPRE 29 juin 2016.

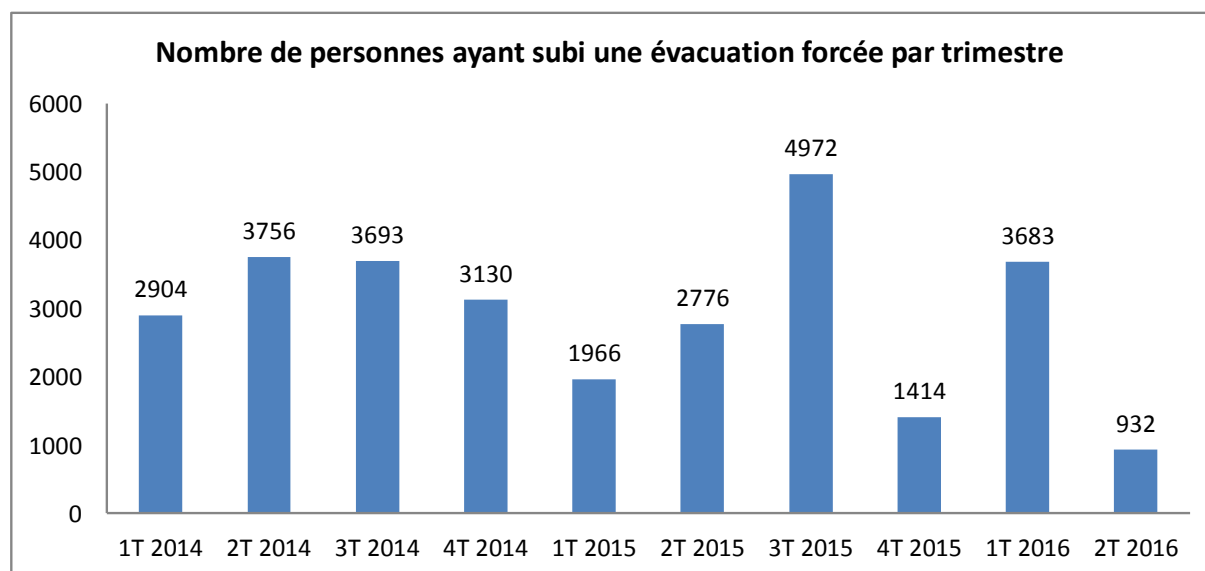
Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la [Ligue des droits de l'Homme](#) (LDH) et le [European Roma Rights Centre](#) (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

2. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant le deuxième trimestre 2016 a concerné près de 1 000 personnes. Ceci ne présage rien de bon pour la période de l'été qui concentre généralement le plus grand nombre d'expulsions.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Grand Total	138	17	155	71	13483	966	14449
1T2015	18	2	20	7	1966	110	2076
2T2015	25		25	6	2776		2776
3T2015	47	1	48	11	4972	100	5072
4T2015	21	2	23	5	1414	200	1614
Grand Total	111	5	116	29	11128	410	11538
1T2016	25	1	26	13	3683	100	3783
2T2016	12	1	13	4	932	50	932
Grand Total	37	2	39	17	4615	150	4715

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'Ofii.

3. Répartition régionale

Depuis le début de l'année, la région Ile-de-France concentre 71 % des personnes expulsées, suivie par la région Auvergne-Rhône-Alpes avec 15 %, les Pays de la Loire avec 7 % et les Hauts de France avec 4 %. Comme d'habitude c'est la région Ile-de-France qui concentre le plus d'expulsions.

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces, rappels à l'ordre

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence, des discours de haine ou d'autres discriminations durant l'année 2016.

Durant le premier trimestre :

- « *Il semble évident qu'on assiste à une volonté de terroriser les familles afin de les faire disparaître* », estime RESF suite à deux perquisitions dans des familles roms en Isère, fin décembre 2015.²
- Le secrétaire général Thorbjørn Jagland répond aux informations selon lesquelles la police française a expulsé des centaines de Roms à Paris : « *Il est essentiel que les autorités françaises fournissent à toutes les personnes qui ont été contraintes de quitter le campement – dont des enfants et des personnes âgées – un autre logement adéquat, d'autant plus qu'ils ont décidé de prendre cette mesure pendant l'hiver.* »³
- Le terme de pickpockets roms⁴ apparaît dans certains médias alors que la France interdit la collecte de données à caractère ethnique.
- « *Une peine de 25 000 € d'amende a été requise jeudi à Nice (Alpes-Maritimes) à l'encontre de l'ex-président du Front national Jean-Marie Le Pen, pour avoir qualifié la présence des Roms "d'urticante" et "odorante", dans un discours en 2013.* »⁵
- « *Le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe s'inquiète du "climat d'antitsiganisme" qui règne dans le pays. Le ministre de l'Intérieur répond qu'il faut respecter le droit de propriété.* »⁶
- Après avoir été expulsés de leur lieu de vie à Carquefou, le 3 mars 2016, les habitants ont été repoussés de partout par la police et, de guerre lasse, ils se sont installés sur un terrain qu'ils occupaient déjà deux ans plus tôt.⁷
- « *Dans une lettre ouverte publiée le 23 février, Médecins du monde dénonce le traitement des Roms expulsés au début du même mois de la Porte des Poissonniers, à Paris. Cette expulsion avait eu lieu malgré une décision de justice en faveur de leur maintien. L'organisation humanitaire réclame que les médecins bénévoles puissent terminer les suivis médicaux déjà commencés auprès des habitants du bidonville.* »⁸

² « Etat d'urgence : en Isère, des perquisitions chez les Roms sans-papiers », Julia Pascual, Etatdurgencelemonde, 12 janvier 2016.

³ « Le secrétaire général Thorbjørn Jagland répond aux informations selon lesquelles la police française a évacué des centaines de Roms à Paris », Conseil de l'Europe, 04/02/2016 09:40:00

⁴ « Pickpockets roms : la procureure de Meaux salue la coopération avec la police roumaine », *Le Parisien*, 12 février 2016 : <http://www.leparisien.fr/chessy-77700/pickpockets-roms-la-procureure-de-meaux-salue-la-cooperation-avec-la-police-roumaine-12-02-2016-5540069.php>.

⁵ « Propos sur les Roms : 25 000 € requis contre Jean-Marie Le Pen », *Le Parisien*, 18 février 2016.

⁶ « Le Conseil de l'Europe inquiet des évacuations de Roms sans relogement en France », *Libération*, 16 février 2016.

⁷ « L'errance des Roms de Carquefou », Marion Fersing, France Bleu Loire Océan, 4 mars 2016.

⁸ « Médecins du monde dénonce l'expulsion du plus grand bidonville de Paris », Allodocteurs.fr, 26 février 2016.

- Dans un rapport sur les violences policières, l'Acat observe que « *de nombreuses allégations de violences policières ont par ailleurs été dénoncées lors d'opérations de démantèlement de camps ou d'installations de fortune. Des actes de violence ont ainsi été dénoncés lors de l'évacuation de campements de personnes roms à Marseille et en région parisienne* »⁹.
- Un nourrisson rom est décédé suite à un incendie dans un campement, à Lille. Ses parents ont été placés à garde à vue¹⁰ même s'il s'agit, « *selon les premiers éléments de l'enquête, "d'une cause accidentelle"* »¹¹.

Durant le deuxième trimestre :

- Le Maire J.-P. Lecoq du 6^e arrondissement de Paris publie des propos indignes : « *la plupart des Roms appartiennent à des réseaux mafieux qui n'hésitent pas à exploiter les plus faibles d'entre eux, les réduisant dans une sorte d'esclavage des temps modernes.* »¹²
- A l'occasion de la Journée internationale des Roms, le 8 avril 2016, « *la Conférence des églises européennes et le Conseil des conférences épiscopales européennes ont plaidé pour une meilleure intégration de cette communauté* »¹³.
- « *Le maire Front national de Cogolin (Var, 11 000 habitants), Marc-Etienne Lansade, s'est mis en scène mercredi dans une vidéo tournée dans un camp de Roms dans sa commune.* »¹⁴
Ses attitudes et propos haineux, comme le fait de se glorifier d'aggraver la précarité de ces personnes expulsées, sont choquants et témoignent d'un traitement d'une violence inacceptable.
- Le Maire de Wissous (Essonne) s'est vanté de sa rapidité de faire évacuer de force un bidonville installé sur sa commune.¹⁵
- Le Maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) a pris un arrêté d'interdiction de stationner pour empêcher des Roms de se mettre à l'abri dans leur véhicule. « *Les riverains étaient à bout, explique William Delannoy, le maire (UDI). Les Roms ont élu domicile il y a plusieurs semaines dans des camions ou des voitures qu'ils garaient dans cette rue. Cela posait de sérieux problèmes de voisinage et d'hygiène. Il fallait trouver une solution.* »¹⁶
- Expulsés pour cause d'inondation de leur hangar à Villeneuve-Saint-Georges, une famille de douze personnes s'est vue refuser l'accès au gymnase ouvert pour les réfugiés des inondations.¹⁷
- « *A Lille, ce mardi, des Anglais "se sont amusés" à humilier des enfants roms en leur jetant des pièces et des bouteilles.* »¹⁸

⁹ « L'ordre et la force, enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi en France », p. 18, Acat, mars 2016.

¹⁰ « Bébé rom décédé dans un incendie à Lille: les parents sont en garde à vue », *La Voix du Nord*, 21 mars 2016 : <http://www.lavoixdunord.fr/region/bebe-rom-decede-dans-un-incendie-a-lille-les-parents-ja19b0n3400079>.

¹¹ « Lille: un nourrisson meurt dans l'incendie d'un campement rom », BFM TV, 20 mars 2016 : <http://www.bfmtv.com/societe/lille-un-nourrisson-meurt-dans-l-incendie-d-un-campement-rom-960553.html>.

¹² Edito du Maire, « Notre 6^e », n° 292, avril 2016.

¹³ « Les Églises européennes veulent « mettre un terme » aux discours de haine contre les Roms », *La Croix*, 8 avril 2016.

¹⁴ « Cogolin : le maire FN se filme dans un camp Rom en cours de destruction », *Le Parisien*, 14 avril 2016.

¹⁵ Lettre aux Wissoussiens, mairie de Wissous, avril 2016.

¹⁶ « Saint-Ouen : le maire barre la rue pour chasser les Roms », *Le Parisien*, 13 avril 2016.

¹⁷ « Les Roms plantent leur tente devant la mairie de Villeneuve-Saint-Georges », *Le Parisien*, 5 juin.

¹⁸ « Euro : à Lille, des Anglais humilient des enfants roms en leur jetant des pièces et des bouteilles », FR3, 15 juin 2016.

- Au terrain de Coignet, le 20 juin 2016, la distribution d'OQTF est dénoncée par la LDH : « *La section locale LDH dénonce la décision du préfet de Saint-Denis de notifier collectivement des OQTF aux familles vivant sur le bidonville, sans égard pour leurs situations individuelles et au mépris des efforts d'insertion de certaines d'entre elles.* »¹⁹
- « *Un campement rom aurait été la cible de coups de feu dans la nuit de samedi à dimanche, rapporte [Infos-H24](#).* »²⁰
- A Denain (Nord), le 22 juin, une épicerie roumaine est incendiée au prétexte du trop grand nombre de Roms dans la commune. Le directeur de cabinet de la députée du Nord a été mis en examen.²¹

¹⁹ « Soutien aux familles du terrain Coignet de Saint-Denis », communiqué de la section LDH Seine-Saint-Denis Plaine Commune, 22 juin 2016.

²⁰ « Montpellier : Un camp rom aurait été la cible de coups de feu », *20 Minutes*, 23 mai.

²¹ « Incendie d'une épicerie roumaine à Denain : le directeur de cabinet mis en examen », *Le Monde*, 23 juin.

5. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2016

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2016)																	
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause					Motif jugement TGI ou TA seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction		
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Sol. de relog. (1 = partielle)		Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	Public		projet sur le terrain (1=oui)	Privé
118 rue Bergson	Saint-Etienne	Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	9-janv.	1T2016	40	40	1			1	1			1	Le Progrès 9 janvier	
La Feysine	Villeurbane	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	100	100	1			1	1		1		Rue89 Lyon 12 janvier	
Rue Jacquard	Vaulx-en-Velin	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	250	250	1			1	1			1	Rue89 Lyon 12 janvier	
Rue du Dauphinée	Saint-Priest	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	12-janv.	1T2016	70	70	1			1	1		1		Rue89 Lyon 12 janvier	
Boulevard Ney	Paris	Paris	IDF	3-févr.	1T2016	400	400	1			1	1		1		Le Monde 3 février	
Usine de la Briche SIAAP	Epinaux-Seine	Seine-Saint-Denis	IDF	5-févr.	1T2016	100	100	1			1	1		1		LDH Paris 18	
Rue des deux parcs	Noisiel	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	120	120	1			1	1			1	Coll. Val Maubuée	
AM 332	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	200	200	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
AN016	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-févr.	1T2016	20	20	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
AN016	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-févr.	1T2016	15	15	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
AN006	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-févr.	1T2016	10	10	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
La Forestière	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	17-févr.	1T2016	100	100	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
Squats des Bosquets	Cannes	Alpes-Maritimes	PACA	17-févr.	1T2016	7	7	1			1	1			1	Nice Matin 17 février	
Quai de la société Paprec	Lagny-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	23-févr.	1T2016	300	300	1			1	1			1	Coll. Val Maubuée	
Plouys	Wattrelos	Nord	Hauts de France	24-févr.	1T2016	100			100	1				1		Nord Eclair	
420 bvd National	Marseille	Bouches-du-Rhône	PACA	26-févr.	1T2016	48	48	1			1	1		1		La Provence	
Moulin Boisseau	Carquefou	Loire-Atlantique	Pays-de-la-Loire	2-mars	1T2016	300	300	1			1	1			1	Breizh-info 2 mars	
Rue de la Lys	Halluin	Nord	Hauts de France	2-mars	1T2016	12	12	1				1				1 Nord Eclair	
Chemin des Prés	Wissous	Essonne	IDF	3-mars	1T2016	400	400	1			1	1			1	Le Republicain	
Cité Descartes	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	3-mars	1T2016	100	100	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée	
Bvd de Parilly	Lyon	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	4-mars	1T2016	60	60	1			1	1			1	Rebillyon 5 mars	
Près de la gare du centre	Argenteuil	Val-d'Oise	IDF	9-mars	1T2016	17	17	1			1	1			1	Le Parisien 11 mars	
Chemin de fer et D301	St-Brice-sous-Forêt	Val-d'Oise	IDF	8-mars	1T2016	300	300	1			1	1			1	Le Parisien 8 mars	
Av Roger-Salerno	Villeurbane	Métro Lyon	Auvergne-Rhône-Alpes	11-mars	1T2016	54	54	1			1	1		1	1	Lyoncapitale 11 mars	
Rue Graham Bell	Bussy-St-Georges	Seine-et-Marne	IDF	29-mars	1T2016	600	600	1				1		1		Coll. Val Maubuée/LaMarne	
131 Chemin du Corps de garde	Chelles	Seine-et-Marne	IDF	29-mars	1T2016	60	60	1			1	1		1		Romeurope 30 mars	
1er trimestre 2016						3783	3683	25	100	1	13	14	11	17	2	8	

6. Résultats détaillés pour le 2^e trimestre 2016

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2016)																		
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause					Motif jugement TGI ou TA seuls sous pression	Propriétaire du terrain		Source/Réaction			
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr	Sol. de relog. (1 = partielle)		Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	Public		projet sur le terrain (1=oui)	Privé	
Parking ancienne prison	Loos	Nord	Hauts de France	6-avr.	2T2016	85	85	1				1		1		La voix du Nord 6 avril		
Rue du Pont	Faches-Thumesnil	Nord	Hauts de France	6-avr.	2T2016	15	15	1				1		1	1	La voix du Nord 6 avril		
Bois de grâce, AL 017	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	12-avr.	2T2016	24	24	1				1		1		Coll. Val Maubuée		
Camp des Aubrettes	Cogolin	Var	PACA	13-avr.	2T2016	80	80	1				1		1		Le Parisien 13 avril		
Bois de l'Épine	Ris-Orangis	Essonne	IDF	21-avr.	2T2016	48	48	1			1	1		1		Essonne Info 21 avril		
AK 23, AC 192	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	9-mai	2T2016	35	35	1			1	1		1		Coll. Val Maubuée		
113 Cours de la Libération	Grenoble	Isère	Auvergne-Rhône-Alpes	26-avr.	2T2016	80	80	1			1	1			1	Plice Grénet 27 avril		
Route de Villevaudé	Annet-sur-Marne	Seine-et-Marne	IDF	18-mai	2T2016	200	200	1				1			1	Le Parisien 10 mai		
Zone de Vovray	Cran-Gevrier	Haute-Savoie	Auvergne-Rhône-Alpes	1-juin	2T2016	35	35	1			1	1		1		Le Dauphiné 2 juin		
Parking ancienne prison	Loos	Nord	Hauts de France	8-juin	2T2016	20	20	1			1	1		1		La voix du Nord 8 juin		
Près de la gare du centre	Villeneuve-St-Georges	Val-de-Marne	IDF	9-juin	2T2016				50	1						Le Parisien 9 juin		
Rue de Soubise	Roubaix	Nord	Hauts de France	22-juin	2T2016	60	60	1				1		1		La Voix du Nord 22 juin		
Av du Président Wilson	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	IDF	28-juin	2T2016	250	250	1				1		1	1	ERRC		
2ème trimestre 2016						932	932	12	50	1	4	4	8	1	10	1	2	

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand / Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne), en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une mairie ou un préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

Le propriétaire peut être soit public, soit privé. La catégorie « Public » inclut les communes, départements, administrations territoriales ou nationales ainsi que tout organisme dépendant d'une manière ou d'une autre de l'autorité de l'État (Réseau ferré de France par exemple). La catégorie « Privé » inclut une personne morale ou physique privée.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.